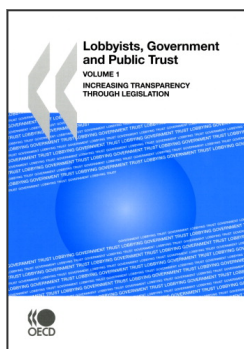


## Acronymes

<b>AMC</b>	Association médicale canadienne
<b>APS</b>	Australian Public Service
<b>BCC</b>	Business Centre Club Pologne
<b>BDL</b>	Bureau du directeur des lobbyistes Canada
<b>BIP</b>	Bulletin d'information publique Pologne
<b>CAD</b>	Dollar canadien
<b>CBOS</b>	Centre de sondages d'opinion Pologne
<b>CNEL</b>	Conseil national de l'économie et du travail Canada
<b>CRS</b>	Congressional Research Service US
<b>EUR</b>	Euro
<b>FAA</b>	Loi fédérale sur la responsabilité Canada
<b>FBI</b>	Federal Bureau of Investigation, États-Unis
<b>GAO</b>	General Accountability Office US
<b>GRC</b>	Gendarmerie royale du Canada
<b>GRI</b>	Global Reporting Initiative
<b>HLOG</b>	A Honest Leadership and Open Government ActUS
<b>IFiS PAN</b>	Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie polonaise des sciences
<b>KIG</b>	Chambre nationale de commerce, Pologne
<b>LDA</b>	Lobbying Disclosure Act États-Unis
<b>LRA</b>	Lobbyists Registratin Act Canada
<b>LRS</b>	Lobbyists Registration System, États-Unis
<b>PiS</b>	Parti du droit et de la justice Pologne
<b>PLN</b>	Zloty polonais
<b>SC</b>	Stats of Canada
<b>TIC</b>	Technologies de l'information et des communications
<b>UE</b>	Union européenne
<b>USD</b>	Dollar des États-Unis



Extrait de :

# Lobbyists, Governments and Public Trust, Volume 1

## Increasing Transparency through Legislation

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264073371-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2011), « Acronymes », dans *Lobbyists, Governments and Public Trust, Volume 1 : Increasing Transparency through Legislation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264073395-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).